



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sécurité

Question écrite n° 59491

Texte de la question

M. Jean-Claude Mathis attire l'attention de M. le secrétaire d'État chargé du logement et de l'urbanisme sur le calendrier de mise en conformité des ascenseurs du secteur résidentiel prévu dans le cadre de la loi de Robien de 2003. Compte tenu de l'importance de ce chantier et de son coût pour les copropriétés, la loi avait autorisé l'étalement des travaux sur 15 ans et en trois tranches : 2008, 2013 et 2018. Estimant que l'ensemble des copropriétés ne seraient pas prêtes, l'Association des responsables de copropriété (ARC) avait obtenu en 2008 le report de la date butoir de la première échéance à 2010. En outre, la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009 a inscrit dans la loi l'allongement du délai maximal de 15 à 18 ans pour permettre aux copropriétés d'étaler l'effort financier dans le temps. L'ARC constate cependant que le décret permettant de repousser d'autant les dates butoirs n'est pas paru à ce jour et s'inquiète des conséquences financières de cette situation pour les copropriétés qui risquent de devoir réaliser quasiment en même temps la première et la deuxième tranche de travaux. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer ce qu'il entend faire pour clarifier cette situation.

Texte de la réponse

La loi du 2 juillet 2003 portant diverses dispositions relatives à l'urbanisme, à l'habitat et à la construction a prévu qu'un décret en Conseil d'État établisse la liste des dispositifs de sécurité à installer dans les ascenseurs et détermine les délais impartis aux propriétaires pour la réalisation des travaux. En outre, elle a précisé que les délais déterminés par décret ne devaient pas excéder quinze ans à compter de la publication de la loi, soit à partir du 3 juillet 2003. Le décret du 9 septembre 2004 a prévu un échelonnement de ces travaux en trois phases se terminant respectivement le 3 juillet 2008, le 3 juillet 2013 et le 3 juillet 2018. Un premier bilan réalisé en 2006 par les services du ministère chargé du logement a montré la nécessité de reporter le délai du 3 juillet 2008. Un décret modificatif de mars 2008 a donc reporté ce délai au 31 décembre 2010. Les propriétaires ont ainsi bénéficié d'un délai supplémentaire de deux ans et demi pour prendre les dispositions appropriées. Par ailleurs, la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion a modifié le code de la construction et de l'habitation en ouvrant la possibilité d'augmenter de trois ans le délai maximal octroyé par décret aux propriétaires d'ascenseurs pour effectuer les travaux de sécurité. Un second bilan communiqué en mai 2009 a montré que le degré d'avancement des travaux de sécurité était satisfaisant et que le rythme de réalisation observé était compatible avec le respect des délais réglementaires mis en place par décret. Le report de délai de la première phase au 31 décembre 2010 pourra être respecté pour près de 100 % des ascenseurs. En ce qui concerne les délais de réalisation des phases suivantes, le Gouvernement réalisera en 2010 une nouvelle étude qui permettra de mesurer l'avancement du plan de mise en conformité des ascenseurs, notamment de la deuxième tranche de travaux. C'est au vu de ces éléments que le Gouvernement décidera s'il convient de repousser les délais de réalisation des deuxième et troisième phases du plan de mise en conformité des ascenseurs.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Mathis](#)

Circonscription : Aube (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 59491

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : Logement et urbanisme

Ministère attributaire : Logement et urbanisme

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 29 septembre 2009, page 9177

Réponse publiée le : 8 décembre 2009, page 11781